

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Prix du carburant : à quand l'arrimage aux cours mondiaux ?

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

DEPUIS la chute des cours mondiaux des hydrocarbures liée à la propagation du Covid-19, la Commission nationale des prix des produits pétroliers semble traîner les pieds pour communiquer sur les prix des carburants à la pompe. D'où les nombreuses interrogations des automobilistes, qui veulent savoir pourquoi

les prix du carburant à la pompe ne baissent-ils pas. Malgré la chute vertigineuse du prix du baril de pétrole qui s'est établie, hier, sur les marchés internationaux à 20,54 dollars US (plus de 12 000 francs) contre 120 dollars (environ 68 000 francs) en 2012.

Selon les experts des hydrocarbures, les prix de vente des produits pétroliers aux consommateurs sont régulièrement calculés, depuis quelques années, par la Commission nationale des prix des produits pétroliers sur la base des cours internationaux. Aussi, chaque fois que les cours augmentent à l'international, cela s'est toujours répercuté à la pompe. Et vice versa. Et la dernière baisse des prix des carburants à la pompe dans notre pays remonte à octobre 2019.

Sauf que depuis la chute vertigineuse des cours, cette baisse des prix à la pompe se fait toujours attendre. Pourquoi ce silence ? Nombreux sont les usagers qui scrutent l'horizon, attendant le communiqué du comité compétent en la matière.

Malgré la chute vertigineuse du prix du baril de pétrole qui s'est établie, hier, sur les marchés internationaux à 20,54 dollars US (plus de 12 000 francs) contre 120 dollars (environ 68 000 francs) en 2012.



Le distributeur d'une essencerie.

Croissance : les économies pétrolières les plus menacées

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

LE Gabon et l'Afrique devraient mieux s'activer sur le plan économique. En effet, la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a estimé que le Produit intérieur brut de l'Afrique pourrait connaître une chute considérable, passant de 3,2% à 1,8% en 2020. Dès cette fin de mois au Gabon, de nombreuses entreprises ont été contraintes de mettre en congé technique leurs employés. Et les prévisions faites récemment par la CNUCED ne sont pas pour rassurer les dirigeants qui vont traîner pour soutenir leur économie. Pire, les économies basées sur le pétrole à plus de 50 % devraient subir plus que les autres. Rolf Traeger, chef de la section sur les Pays les moins avancés (PMA) à la CNUCED, a avancé une hypothèse selon laquelle les pays

exportateurs de pétrole risquent d'être les plus durement affectés, alors que les cours de l'or noir sont en chute libre.

L'agence onusienne justifie cette forte baisse par l'impact de la pandémie sur le commerce mondial, et ses répercussions sur les économies africaines, déjà fragiles. Elle prend en compte, en effet, tous les impacts du ralentissement de l'économie mondiale sur la croissance africaine. "En revanche, s'il y a une expansion importante de la pandémie en Afrique, ce qui n'est pas le cas pour l'instant, les projections (...) pourraient s'aggraver", a déclaré Rolf Traeger. Prenant le taureau par les cornes, certaines économies ont annoncé des mesures fortes. Le Sénégal a décaissé 1 000 milliards de francs CFA. Une semaine après, le 15 mars, le Maroc qui visait initialement un fonds de 10 milliards de dirhams (environ 657 milliards FCFA) a réuni trois fois plus cette somme.



Les cours du brut ne rassurent pas les producteurs de pétrole.

SECTEUR DYNAMIQUE. Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Si de nombreux secteurs de l'économie sont en berne, d'autres, en nombre restreint, ont gagné en robustesse. Ainsi, note-t-on une hausse de la demande de 400% des solvants à base d'alcool

; cas des gels hydroalcooliques. Au Gabon, la crise a accéléré la mise en place d'une unité de production à Nkok des gels hydroalcooliques. D'autres filières dopées par la crise sont celles liées aux équipements de prévention et de traitement du Covid-19.